

Accord budgétaire 2022-2023

Extraits choisis

du Discours de politique générale présenté par le Premier ministre au Parlement (11 octobre 2022)

NOTE CONTEXTUELLE

Le contenu de ce discours de politique générale est moins étoffé que les mesures évoquées par les médias, dont certains contours restent peu précis voire contradictoires selon les sources. Nous avons donc choisi de nous cantonner à des extraits du discours de politique générale et ferons un point plus détaillé prochainement. Nous identifions **en gras** les éléments majeurs et, le cas échéant, commentons brièvement en **couleur** (traduction libre en français des passages en néerlandais indiquée par des [crochets]).

MESURES AUTOUR DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Il y a quelques semaines, le gouvernement a décidé de mettre en place un forfait « énergie » de base à prix plafonné et moins cher pour les mois de novembre et décembre. Un soutien que nous prolongeons en janvier, février et mars.

Au total, on parle d'une aide atteignant 1000 euros cet hiver, pour la classe moyenne dont les factures dépendent d'un contrat d'énergie variable ou d'un nouveau contrat fixe.

Nous continuons aussi à protéger nos citoyennes et citoyens les plus fragiles grâce au tarif social élargi. Pour un million de familles vulnérables, cela se traduit par plusieurs milliers d'euros de différence par an.

*La **baisse de la TVA** devient permanente, la réforme des **accises** rend le forfait de base abordable pour toutes les familles et encourage à réaliser des économies d'énergie.*

*Pour nos indépendants, nos PME et nos entreprises, nous prolongeons les mesures de soutien « énergie » jusqu'à la fin de l'hiver. Cela comprend une baisse des accises sur le gaz naturel et l'électricité, la possibilité de recourir au **chômage temporaire énergie** et au **droit passerelle** pour les indépendants.*

*Ce bazooka « énergie », nous le finançons **en partie en captant les surprofits des producteurs d'énergie**. Plus de 3 milliards seront ainsi redistribués aux familles et aux entreprises.*

{le discours de politique générale n'énumère pas les autres sources de financement}

N'oublions pas l'index, qui protège le pouvoir d'achat des travailleurs et des pensionnés. Cette indexation représente un effort considérable pour nos PME et nos entreprises dont la contribution est trop peu reconnue.



(...)

[Cet indexation représente, comme je l'ai dit, un lourd effort de la part de nos entreprises.]

[Le gouvernement veut aider à le porter.]

[Avec un milliard d'euros pour permettre à nos PME et entreprises qui travaillent dur de respirer en ces temps difficiles.]

[Nous le ferons avec une **exonération des cotisations patronales sur les augmentations liées à l'indexation pour les deux premiers trimestres de 2023 et un report de celles-ci pour les deux derniers trimestres.**]

RÉFORME FISCALE

Comme le prévoit l'accord de gouvernement, nous préparons une vaste réforme fiscale.

Le gouvernement demande au ministre des Finances de **présenter au gouvernement, d'ici décembre**, une première phase détaillée et ambitieuse de réforme fiscale.

L'objectif est d'entamer la **mise en œuvre de cette réforme au cours de cette législature. {fin de législature : 2024}**

Notre leitmotiv : valoriser le travail.

Et pour cette raison, nous allons également réformer le tarif social.

Pour qu'il soit plus juste et plus équitable.

Et davantage lié aux revenus.

Pour que l'aide profite aux personnes qui en ont vraiment besoin. Et surtout pour qu'elle ne pousse plus les gens à quitter le marché du travail.

Contacts



+32 (0)2 891 80 55



www.advisius.law



www.linkedin.com/company/advisius/